

à niveau des villes et coordination des actions, entre les divers acteurs concernés dans les deux pays par la mise en œuvre de cette politique.

Le Plan National d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable (PNAE-DD) structure l'intégration des préoccupations environnementales dans les politiques sectorielles de développement économique de l'Algérie. En raison du caractère transversal des questions d'environnement, la France appuiera la mise en œuvre des mesures institutionnelles du PNAE-DD, notamment le renforcement des capacités des institutions.

### *2.6 Coopération décentralisée et société civile*

Une intense coopération décentralisée existe entre les collectivités territoriales des deux pays : 42 accords de coopération décentralisée sont signés et 11 projets d'accords supplémentaires sont en cours d'étude ou de finalisation.

Entendue par les deux Gouvernements comme un processus fondé sur le principe de réciprocité, la coopération décentralisée s'appuie sur la notion d'intérêt partagé et permet de favoriser le rapprochement entre les peuples. Les deux Gouvernements s'engagent, conformément à leurs législations internes, à encourager la mise en œuvre de projets de coopération et à favoriser les synergies entre leurs collectivités locales respectives

S'inscrivant dans la dynamique des réformes politiques menées par l'Algérie, la société civile, quant à elle, joue un rôle fondamental dans le renforcement de la démocratie participative, en particulier dans le développement du civisme et de la culture de la solidarité nationale. Elle contribue de façon considérable à l'écoute et à l'expression citoyenne et participe ainsi à reconnaître pleinement son rôle d'actrice du développement.

Dans le respect de la législation algérienne en vigueur et en accord avec les autorités algériennes, des organismes de la société civile algérienne œuvrant dans ce cadre pourront être appuyés par la partie française.

### *2.7 autres secteurs*

Les deux parties initieront, autant que possible, une coopération dans d'autres secteurs importants pour l'Algérie, notamment la jeunesse et les sports, le travail, l'emploi et la sécurité sociale, la Solidarité nationale et la famille, le développement rural ainsi qu'avec la Cour des Comptes.

## **3. Appui au développement socio-économique et au secteur productif.**

L'Algérie est engagée dans un processus d'ouverture économique pour la mise en place d'une économie de marché qui implique l'adaptation de la législation économique, la